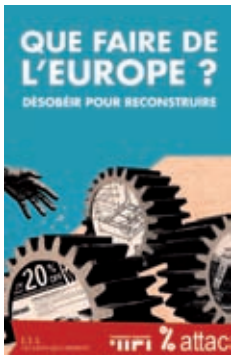
lignes d'attac

Sous le sapin, une TTF au rabais
Climat : l'autre route de Lima à Paris
Total, Sofiprotéol, BNP, requins 2015
Entretien avec Vandana Shiva
Dossier : nos amies les banques

numéro 100 janvier 2015

Que faire de l'Europe ?
Désobéir pour reconstruire
Attac France et Fondation Copernic
Editions LLL



Petit manuel de la transition
Attac France
Editions LLL

La nature n'a pas de prix, les méprises de l'économie verte
Attac France
Editions LLL

Nos publications sont disponibles sur notre site *http://attac.org/l/4dc* ou *materiel-militant@attac.org*

Assemblée générale 2015

La prochaine assemblée générale (AG) d'Attac France est prévue le **dimanche 7 juin 2015**, probablement à Saint-Denis (93), en lien avec la Conférence nationale des comités locaux (CNCL), qui se tiendra la veille.
Le déroulement de l'AG s'inscrit dans la démarche d'amélioration de la démocratie interne à Attac envers ses adhérent.e.s, en y associant les différentes instances de notre association (commissions, conseil scientifique et comité locaux).
Les adhérent.e.s peuvent proposer des résolutions, de 3 000 signes maximum, en lien avec les chantiers portés par l'association. Ces résolutions doivent permettre d'approfondir un débat, d'aider au positionnement de l'association ou d'alerter sur de nouvelles problématiques.
La date limite d'arrivée des propositions de résolution est fixée au 20 janvier 2015, à adresser à **Attac France**
Résolutions AG 2015
21 ter rue Voltaire 75011 Paris
soit par courriel ***eric@attac.org***

% bulletin d'abonnement lignes d'attac

nom
prénom
adresse

code postal ville
courriel

☐ abonnement d'un an au tarif normal de 20€
☐ abonnement d'un an au tarif adhérent 12€

numéro de carte
date d'expiration

date
signature

ci-joint chèque bancaire ou postal
à l'ordre d'Attac à retourner à
Attac
service abonnements
60643 Chantilly cedex

Attac
association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne
est un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action.
Attac se mobilise contre l'hégémonie de la finance et la marchandisation du monde, pour des alternatives sociales, écologiques et démocratiques

éditeur de publication
Attac France
directeur de publication
Thomas Coutrot
rédacteur-graphiste
Wilfried Maurin
maquette
Stéphane Dupont

ont participé à la rédaction de ce numéro
Bertrand Abhervé, Sylvie Agard, Geneviève Azam, Jacqueline Balvet, Nikolaz Berthomeau, Isabelle Bourboulon, Hélène Cabioc'h, Maxime Combes, Thomas Coutrot, Ivan Du Roy, Lucile Falgueyrac, Nicolas Haeringer, Célia Hamel, Marion Lafon, Laurence Lauzier, Catherine Lebrun, Christian Lefaure, Frédéric Lemaire, Nils Loret, Jean-Marie Malot, Wilfried Maurin, Jeanne Planche, Dominique Plihon, Agnès Rousseaux, Olivier Tétard, Hervé Thomas
sauf mention contraire, tou.te.s les rédacteurs.trices sont membres des instances et commissions d'Attac

couverture
Jean-Paul Duarte collectif à-vif(s)

illustrations
Charlotte Planche

impression
Expressions II Paris
société coopérative ouvrière de production
10 bis rue Bisson
75020 Paris
imprimé sur papier recyclé

Syndicat de la Presse Sociale

abonnement annuel
4 numéros : 20€

dépôt légal à parution
ISSN 1620-8420
CPPAP 0514G81654

Attac France
21 ter rue Voltaire
75011 Paris
01 56 06 43 60
attacfr@attac.org

2015, année noire ou année verte ?

Geneviève Azam,
Thomas Coutrot,
et Dominique Plihon
porte-parole d'Attac France

2015 sera-t-elle l'année noire qui semble se profiler pour les peuples européens ? Chômage de masse, inégalités, destruction des écosystèmes, atteintes à la démocratie, répression des mouvements sociaux... Des responsables politiques qui réfutent toute idée d'alternative à l'austérité; un pouvoir accru de la finance et des multinationales; une fuite en avant productiviste, vers la privatisation et la destruction des biens communs, de Notre-Dame-des-Landes à Roybon en passant par Sivens...

Attac, avec tous ses adhérent.e.s, sympathisant.e.s, fondateurs et partenaires, fera tout pour que 2015 soit une année verte, d'espérance, de luttes et de victoires. Dès le 4 février, nous publions le *Livre noir des banques*, co-publié avec le site d'information Basta ! Résultat de plusieurs mois d'enquête, ce livre démontre la contribution décisive des banques françaises à la spéculation financière, à l'évasion fiscale et au saccage de la planète. Les politiques nationales comme les négociations internationales - des traités de libre-échange, CETA et TAFTA notamment, au changement climatique - résultent de cette mainmise des lobbies financiers et industriels. Début mars, nous vous inviterons à participer au lancement de notre campagne de mobilisation citoyenne *Les Requins 2015.* En 2014 nous avons obtenu, ensemble, deux victoires face à des banques et multinationales prédatrices : Unilever a cédé face aux Fralib et nous avons contraint Société générale à se retirer du projet climaticide Alpha Coal. En 2015, nous continuerons, avec trois cibles dans notre collimateur !

En 2015 nous nous retrouverons lors de plusieurs échéances internationales du mouvement altermondialiste, notamment “Blockupy” lors de l’inauguration du nouveau siège de la Banque centrale européenne le 18 mars à Francfort, le Forum social mondial à Tunis du 24 au 28 mars, la journée globale d'action contre les accords de libre-échange le 18 avril... Et, à Paris, la Conférence des Nations unies sur le climat (COP21) en décembre. D’ores et déjà, Attac est engagée dans la dynamique Alternatiba et dans la Coalition Climat 21. Car la COP21 devra être un temps fort du mouvement international pour la justice climatique, qui entend bien ne pas laisser le champ libre aux multinationales et à leurs fausses solutions. Ce nouveau *Lignes d'Attac* vous accompagnera tout au long de cette année et nous espérons qu'il répondra à vos attentes. Pour être sûr.e.s de le recevoir chaque trimestre, n'attendez pas pour (ré)adhérez à Attac. Et pour mener tout ces combats nous avons besoin d'être plus nombreux.ses, faites adhérer votre entourage, chaque adhésion compte !

En 2015, ensemble, refusons ce monde qui n’a plus à offrir que la peur, le fatalisme, la soumission et la fuite en avant comme antidotes à son effondrement. Engageons-nous dans les résistances sociales et la création d’alternatives !

Sous le sapin,
pas de TTF au rabais !

Depuis plus d'un an, la France freine des quatre fers la mise en œuvre d'une taxe européenne sur les transactions financières (TTF). A l'approche du mois de décembre, qui devait être l'échéance butoir pour un accord, le gouvernement a répété sa détermination à imposer une taxe au rabais, conforme aux intérêts des banques françaises.

Dans une tribune publiée en novembre dans *Les Echos*, Michel Sapin a mis cartes sur table : pour le gouvernement français, une taxe ambitieuse relèverait d'un "fantasme dangereux" ou d'un "rêve futile", puisqu'elle conduirait à des délocalisations massives. Il faudrait donc s'en tenir à une proposition "ciblée" : taxer les actions émises par les entreprises issues des 11 pays appliquant la TTF, ainsi qu'une part infime des dérivés, les *Credit Default Swaps*, qui représentent moins de 3 % de ces produits financiers à l'échelle mondiale.

Michel Sapin se targue de l'expérience de la mise en œuvre de la dite "TTF française", qui selon lui "fonctionne" et devrait faire école. Pourtant les économistes s'accordent pour dire que cette taxe n'a rien d'une véritable TTF : c'est un simple impôt de bourse, supprimé par Nicolas Sarkozy, puis réintroduit en 2012 sous un vocable trompeur. C'est même l'un des impôts de bourse les moins rentables du monde !

Non content d'assumer publiquement la détermination du gouvernement français à saboter la TTF, le ministre des Finances a l'effronterie d'enjoindre ses homologues européens à "cesser de tergiverser" et à "prendre leurs responsabilités"... alors même que c'est la France qui est responsable du blocage des négociations ! Dans une emphase qui confine au ridicule, il évoque même une occasion "historique" de lutter contre la spéculation... Un accord sur la base de la proposition française représenterait surtout une capitulation historique et catastrophique face aux lobbies bancaires.

"Les cons ça ose tout. C'est même à ça qu'on les reconnaît" disait Michel Audiard... En vérité, personne n'est dupe : ni le gouvernement allemand qui veut mettre un terme à la sous-imposition du secteur financier par rapport aux autres secteurs de l'économie et défend une taxe plus ambitieuse ; ni même la presse financière qui s'étonne presque de la pugnacité du gouvernement français à défendre les intérêts de ses "champions" nationaux, BNP Paribas et Société générale, leaders mondiaux dans la spéculation sur les dérivés actions.

En totale symbiose avec les banques françaises, Bercy ne se contente plus de s'opposer frontalement à toute velléité de réglementation financière en France. Son influence néfaste s'étend à l'échelle européenne, où les contre-réformes françaises – qu'il s'agisse de la TTF ou de la pseudo séparation des banques – sont avancées comme des "modèles" dans les négociations européennes.

l'autoproclamé "adversaire de la finance" s'en fait désormais le porte-voix officiel à l'échelle de l'Union européenne

Nicolas Sarkozy se targuait d'avoir éradiqué les paradis fiscaux ; Hollande croit pouvoir duper l'opinion publique en affirmant, sans ciller, qu'il a mené à bien la séparation des banques et qu'il a taxé les marchés financiers. Derrière le marketing politique, il apparaît de plus en plus évident que l'autoproclamé "adversaire de la finance" s'en fait désormais le porte-voix officiel à l'échelle de l'Union européenne.

Fort heureusement, nombreux sont ceux qui ne se résignent pas à voir le gouvernement saboter toute velléité de réglementation financière en Europe et en France. Attac et ses partenaires n'ont pas cessé de dénoncer le positionnement scandaleux du gouvernement qui joue désormais, à visage découvert, les intérêts de la finance contre ceux des peuples. Et maintenus sous pression par les mobilisations citoyennes et l'opinion publique, les gouvernements européens n'ont pas cédé aux exigences de Bercy. La proposition de taxe au rabais portée par la France a été rejetée au conseil Ecofin (réunion des ministres des Finances européens) du 9 décembre 2014. Les négociations continuent donc... Et l'adoption d'une véritable TTF, qui serait un premier pas pour désarmer la finance, est encore possible. La mobilisation citoyenne doit se poursuivre et s'amplifier !

Frédéric Lemaire

Montecruz Foto, CC BY-SA 2.0

Blockupy
actions contre l'inauguration de la Banque centrale européenne

Le 18 mars, tou.te.s à Francfort pour passer à l'action contre l'austérité : ils inaugurent les nouveaux bâtiments de la BCE, allons prendre en main la cérémonie !
Le nouveau siège de la Banque centrale européenne (BCE) à Francfort sera inauguré le mercredi 18 mars : les deux tours de cette forteresse de l'austérité, qui ont coûté 1,3 milliard d'euros, sont le symbole du gouffre qui sépare les élites financières et politiques des populations.

Une cérémonie en grande pompe est prévue en présence des chefs d'Etat et de gouvernement... Mais nous serons également présent.e.s pour troubler leur fête ! Il n'y a rien, en effet, à célébrer dans les politiques d'austérité menées par l'Union européenne depuis le début de la crise et qui s'installent comme un régime de gouvernance économique permanent : chômage, précarité, privatisations, appauvrissement des populations...

Ce 18 mars, nous prendrons les rues de Francfort par milliers, pour en faire une zone de résistance transnationale contre la Troïka et les politiques de crise. Nous rendrons visibles les mouvements qui se mobilisent à travers l'Europe, particulièrement en Europe du Sud, ainsi que les forces nouvelles qui œuvrent à bâtir une Europe solidaire et une vraie démocratie. Après les premières mobilisations de Blockupy en 2012 et 2013 à Francfort, qui n'étaient qu'un début, nous appelons donc à une forte participation aux manifestations, blocages et actions de désobéissance civile qui se dérouleront ce mercredi 18 mars. Avec les mouvements européens, nous ferons entendre notre slogan : "Ils veulent le capitalisme sans la démocratie, nous voulons la démocratie sans le capitalisme !".

La rédaction

TAFTA, CETA
un flou qui en dit long

Au niveau européen ou français, le flou règne dans les institutions quant à la stratégie à adopter pour faire passer les traités Union européenne – Etats-Unis (TAFTA) et Union européenne – Canada (CETA). Même l'illusion d'un TAFTA créateur d'emploi et de croissance s'écroule, avec une nouvelle étude universitaire[1] révélant l'ampleur du désastre économique que l'accord apporterait.

Jean-Claude Junker, le président de la Commission européenne, et Cecilia Malmström, nouvelle commissaire au commerce, cafouillent, se contredisent, et parlent d'un "nouveau départ" pour les négociations. Au Parlement européen, certains aspects des traités sont qualifiés de "sujets toxiques" par les députés, et le deuxième groupe parlementaire menace de ne pas voter les accords s'ils contiennent les tribunaux d'arbitrage investisseurs-Etats. En France, Matthias Fekl, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, a lancé une vaste campagne de communication où il nage entre deux eaux. Il déclare avoir des "réserves", demande des études complémentaires et promet plus de transparence, sans toutefois exprimer de rejet clair. Ce flou en dit long sur la puissance de la mobilisation que nous avons construite ces derniers mois. De bulldozer néolibéral, le TAFTA se transforme lentement en boulet, de plus en plus lourd à traîner pour nos dirigeants.

Reste que le substrat idéologique des traités – libre échange, concurrence de tous contre tous, primauté des profits sur toute autre considération – n'est que peu remis en cause. De nombreux aspects de la campagne restent donc à développer pour s'assurer que TAFTA et CETA ne voient jamais le jour, et qu'ils emportent dans leur sillage le statu quo actuel sur les bienfaits de la mondialisation néolibérale.
A lire : *http://attac.org/l/tafta*

Lucile Falgueyrac

1 Voir *http://attac.org/l/4b1*

APE
des accords tafataïens

Plusieurs projets d'accords dits de "partenariat économique" (APE) entre l'Union européenne et de grandes régions de l'Afrique subsaharienne vont être soumis, dans les prochains mois, aux parlements des pays concernés, en Afrique et en Europe. La méthode est semblable à celle du traité transatlantique (TAFTA) : la négociation est secrète. Et leurs promoteurs sont les mêmes : les firmes multinationales et la finance, appuyées par des dirigeants politiques au Nord comme au Sud. Pour plus d'infos *http://blogs.attac.org/ape*

Samson – Iconovox

Trois questions à Abderahmane Hedhili

coordinateur du comité d'organisation du FSM 2015

Dans la période post-électorale, que signifie pour la Tunisie accueillir à nouveau le Forum social mondial (FSM) ?

Deux grandes questions se posent en Tunisie aujourd'hui. La question sociale, qui est depuis longtemps au cœur des mouvements sociaux et qui fut centrale dans les revendications de la Révolution. Et la question de la paix et de la guerre dans la région. Depuis la Révolution, les gouvernements en place sont des gouvernements libéraux. La question économique et sociale, malheureusement, a été absente dans le débat national. Si on regarde la composition du parlement aujourd'hui, la majorité est constituée de libéraux. Les hommes d'affaires sont arrivés dans ce parlement. C'est la même politique que celle menée depuis Ben Ali qui continuera. Les classes moyennes et les classes populaires vont payer seules les factures des crises. Or les questions de l'émigration clandestine des jeunes, du salafisme, du djihadisme et du terrorisme sont intimement liées à la question sociale. Toutes ces questions intéressent les mouvements sociaux tunisiens.

Quel bilan tirez-vous du FSM 2013 ? Quels sont les objectifs pour le FSM 2015 ?

Sous Ben Ali, le mouvement altermondialiste, maghrébin et mondial, a soutenu les mouvements sociaux d'avant la Révolution. La dynamique tunisienne a la spécificité d'avoir toujours été en lien avec les mouvements de lutte, de terrain. C'est donc dans cette optique que l'on poursuit la préparation du FSM de 2015. Nous essayons au maximum, dans le cadre des mobilisations d'aujourd'hui, de faire en sorte que les acteurs sociaux de terrain soient présents pour le prochain Forum. Pour débattre de leurs causes, de leurs revendications, pour développer leurs réseaux et discuter de ce qu'ils pourront faire ensemble après le FSM. En 2013, nous étions particulièrement préoccupés par la question organisationnelle. Mais cette fois-ci, nous mettons le focus sur l'implication des acteurs sociaux de terrain.

Quelles attentes vis-à-vis des mouvements internationaux ?

On est relié les uns aux autres par les politiques néolibérales et leurs conséquences aujourd'hui en Tunisie. La Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et leurs politiques en Tunisie ou ailleurs, la politique européenne vis-à-vis des pays du Sud... Toutes ces questions qui nous touchent directement en Tunisie touchent aussi les autres acteurs en Europe, en Amérique latine, en Asie ou en Afrique. Elles doivent être discutées et approfondies par le débat avec les autres mouvements internationaux. Cela permettra d'y voir plus clair, de développer des campagnes et des plans d'action, de mettre en place des agendas en commun pour ce qui vient après le FSM... Nous essaierons d'approfondir le débat sur toutes ces questions et de faire en sorte de s'organiser ensemble pour la suite.

Propos recueillis par Nils Loret, Aitec-IPAM

délégation d'Attac au prochain FSM

Le Forum social mondial (FSM) aura lieu à Tunis du mardi 24 au samedi 28 mars 2015. Le Conseil d'administration d'Attac France fait le pari d'une forte participation d'Attac à ce FSM. Nous invitons les personnes qui souhaitent rejoindre la délégation d'Attac à s'inscrire auprès de Nikolaz, *nikolaz@attac.org*.

Le stand Attac (sa tenue, les animations à proposer...), le cortège Attac lors de la manifestation, la mutualisation des besoins (hébergement, transport...), les temps conviviaux en marge du forum, la réalisation d'une information quotidienne à diffuser sur le Web (couverture des activités d'Attac, ressentis personnels...). Autant de tâches que les membres de la délégation pourront prendre en charge !

Gardanne : la “biomascarade” du projet E.ON

E.ON, l’un des principaux producteurs et fournisseurs d’électricité et de gaz dans le monde, “vend” son projet de centrale à biomasse à Gardanne comme étant écologique. Le bois, une alternative idéale aux énergies fossiles ? Le discours peut être plaisant. Mais parfaitement pervers. Car, dans la réalité, voici un méga projet dévastateur pour les forêts, très polluant et dangereux pour la santé. Nouveau grand projet inutile et imposé qui, comme à Notre-Dame-des-Landes et Sivens, mobilisera largement les habitant.e.s ?

Ce projet a été approuvé en octobre 2011. S’en est suivi une enquête publique bâclée, car limitée aux seules communes du périmètre immédiat de la future centrale, alors que le rayon d’approvisionnement en bois prévu par E.ON est de 400 km autour de Gardanne (Bouches-du-Rhône). La convention de Aarhus[1] et la loi Voynet[2] imposent pourtant, pour tout projet industriel majeur, un processus de consultation de l’ensemble de la population concernée.

Méga centrale contre petites unités locales

Ce projet de transformation de la centrale thermique à charbon de Gardanne en centrale biomasse bois-énergie est titanesque : pour fonctionner il a besoin de 850 000 tonnes de bois par an (un million de tonnes à terme), pour moitié en provenance des forêts françaises et pour moitié importées, du Canada notamment. Avec un rendement de seulement 25 à 30 % pour produire 150 megawatts d’électricité, alors même que de plus petites unités, locales, de biomasse avec cogénération existent déjà, en particulier dans les Alpes-de-Haute-Provence et les Hautes-Alpes, et ont des rendements nettement supérieurs (de 75 à 80 %).

Le mythe du carbone neutre

Contrairement à une idée reçue, la biomasse pollue. Elle pollue même plus que le charbon. Les centrales électriques à biomasse actuelles des Etats-Unis émettent jusqu’à 150 % de plus de CO2 que si elles brûlaient du charbon, et 400 % de plus que si elles carburaient au gaz naturel ! Sans compter leur impact sur la santé des populations environnantes, dû à la pollution aux particules fines et aux poussières de bois. Les promoteurs de la biomasse se défendent en expliquant que la combustion du bois est “carboneutre”, puisque les arbres repousseront et fixeront le carbone émis pendant la combustion. Faux ! Il faut plusieurs décennies, voire des siècles, pour que les forêts se régénèrent et capturent à nouveau le CO2.

L’engouement pour le bois-énergie industriel prend de plus en plus d’ampleur dans le monde. Les pays d’Amérique du Sud et d’Afrique sont ainsi appelés à devenir d’importants fournisseurs de granulés et de copeaux de bois pour la bioénergie européenne.
L’accroissement des importations de biomasse de l’UE pourrait par conséquent provoquer un accaparement à grande échelle des terres des pays du Sud, à l’instar de ce qui s’est fait avec les biocarburants.

Les élus locaux montent au créneau

Contre le projet délirant d’E.ON à Gardanne, la contestation s’organise. Un collectif “SOS Forêts du Sud” a été créé, avec l’objectif de coordonner les actions et mobilisations. Depuis, les réunions publiques et les actions se sont multipliées. Seuls les ouvriers de la centrale et la CGT locale défendent encore le projet au nom de l’emploi. La discussion s’est engagée, l’ennemi commun désigné, quelques propositions alternatives suggérées... Un dialogue difficile mais nécessaire. A suivre !

Isabelle Bourboulon

1 Convention des Nations Unies portant sur l’accès à l'information, la participation du public au processus de décision et l’accès à la justice en matière d'environnement, ratifiée par la France en 2002
2 Loi du 25 juin 1999 d’orientation pour l’aménagement et le développement durable du territoire (LOADDT)

au Maghreb on résiste au gaz de schiste

Le Maghreb n’est pas exempt de la ruée sur les gaz et pétrole de schiste, l’Algérie étant classée comme la 3ème réserve mondiale, après la Chine et l’Argentine. Alors que cette industrie nécessite de très grands volumes d’eau, des routes en bon état pour qu’y circulent les milliers de camions à grand tonnage, on aurait pu imaginer que les industriels ne se précipitent pas dans des contrées si peu accessibles. Car il s’agit bien d’aller forer dans des régions désertiques, sans infrastructure routière, où l’eau provient d’aquifères fossiles non renouvelables, qui seront prélevés de manière excessive et pollués irrémédiablement. Les populations qui vivent dans ces régions n’ont que cette eau pour vivre : la leur prendre, c’est les condamner à l’exil ou à une mort certaine. Mais la résistance s’organise ! Quand bien même ce n’est pas facile dans des pays où les populations doivent avant tout chercher à survivre (chômage – et particulièrement des jeunes –, accroissement vertigineux des inégalités, terres accaparées par l’agro-industrie). Au Maroc, l’Espace de Solidarité et de Coopération de l’Oriental poursuit son travail d’information ; en Algérie les populations touareg du sud saharien ont pris en main cette question. Les citoyens s’organisent également en Tunisie, dans les universités (Réseau action jeunes), ainsi que dans les régions où les permis ont été accordés : très consciente, la jeunesse engage toutes ses forces, et les mouvements se retrouveront à Tunis lors du Forum social mondial de fin mars.

Jacqueline Balvet

A lire “Gaz de schiste en Algérie : un nouveau désastre pour la population, une nouvelle rente pour son gouvernement” (*http://attac.org/l/gdsalgerie)*

Climat : l'autre route de Lima à Paris

FOEI, CC BY-NC-ND 2.0

Du 30 novembre au 11 décembre 2015 aura lieu, à Paris (Le Bourget), la prochaine **Conférence internationale sur le climat (COP21)** dont la Conférence de Lima devait poser les bases. Or, à Lima, les Etats ont été incapables de satisfaire aux recommandations issues des rapports alarmants du Groupe d'experts intergouvernemental sur les changements climatiques (GIEC). Si le texte validé note "avec une vive préoccupation" l'écart entre ce qui est actuellement sur les rails et ce qu'il faudrait faire pour éviter une trajectoire nous amenant à dépasser les 2°C de réchauffement de la planète d'ici la fin du siècle, aucune réponse concrète n'a été apportée. Il est donc très peu probable que la Conférence de Paris aboutisse à un accord contraignant, juste et à la hauteur des enjeux.

La crise financière de 2008 l'a montré : **le capitalisme financier est incapable de s'auto-réguler et il ne laissera pas advenir les réformes nécessairement radicales qui permettraient de diviser par quatre ou cinq les émissions de gaz à effet de serre** d'ici 2050 dans les pays les plus riches. La "croissance verte" ou "l'économie verte" sont des éléments de langage pour laisser croire qu'il serait possible de concilier le maintien de la domination de la finance, la recherche de croissance économique, la libéralisation du commerce et des investissements et l'expansion de la frontière extractiviste avec la lutte contre les dérèglements climatiques. D'où la faiblesse des propositions sur la table aujourd'hui, et l'inertie des négociations internationales sur le climat.

A douze mois de la COP21 à Paris, l'une des responsabilités majeurs des mouvements sociaux et écologistes est de s'attaquer à ce décalage dramatique entre la fuite en avant extractiviste et productiviste liée à la globalisation économique et financière d'une part, et les exigences en matière de transition écologique et sociale d'autre part. Les défis climatiques imposent de s'attaquer aux racines de la crise multidimensionnelle que nous traversons ; de renoncer à la croissance, de démanteler le pouvoir de la finance et des grandes transnationales, de laisser l'essentiel des énergies fossiles et fissiles dans le sol, de redistribuer les richesses et relocaliser les économies, et de construire un pouvoir politique démocratique indépendant des pouvoirs financiers.

A la plus grande manifestation jamais organisée sur les enjeux climatiques à New York (300 000 manifestant.e.s) a succédé la plus grande manifestation de ces dernières années sur le sujet en Amérique du Sud (20 000 manifestant.e.s à Lima). Un nouveau cycle de mobilisations massives en faveur de la justice climatique s'est ouvert, s'appuyant sur les luttes en cours (anti-extrativistes, pour la défense des territoires, les alternatives systémiques et la transition écologique et sociale, etc.) plutôt que sur des revendications portant sur les négociations proprement dites.

Autour des luttes contre les grands projets inutiles, de la dynamique Alternatiba et de la mobilisation contre de nouveaux accords de libre-échange qui verrouillent toute possibilité de transition écologique et sociale, nous avons une année pour renforcer ce mouvement pour la justice climatique et la transformation du système. Afin de faire de "Paris 2015" une nouvelle étape majeure de ce mouvement et transformer durablement le rapport de force. C'est l'autre route qui nous conduit à Paris depuis Lima.

Maxime Combes

“La COP de Paris : une étape charnière dans l’affrontement entre le paradigme du contrôle et celui de la démocratie”

entretien avec Vandana Shiva

La conférence des Nations unies sur le climat s’est achevée sans qu’aucun pas en avant n’ait été fait vers la résolution de la crise climatique. Il est probable qu’il en aille de même avec la conférence qui se tiendra à la fin de l’année à Paris : elle s’annonce comme la COP (conférence des parties) des “fausses” solutions – des solutions de très haute technologie (“high-tech”), mais éminemment dangereuses. Vous défendez des alternatives de “basse technologie”. Pouvez-vous nous en dire plus sur les deux options ?

A vrai dire, je considère que ce sont les solutions qui se basent sur la fertilité des processus écologiques de notre planète qui sont des solutions high-tech. Elles sont caractérisées comme étant des solutions de “basse technologie” dans le paradigme dans lequel la technologie est mesurée par sa capacité à détruire ces processus écologiques. Je pense donc qu’il faut que nous inversions les termes. Ce qui est communément appelé “high-tech”, c’est le pouvoir de conquête, de manipulation et de destruction. Or ces solutions ne fonctionnent pas - sinon nous ne serions pas dans la crise à laquelle nous faisons face. Ces soi-disant “hautes technologies” sont en réalité des technologies primitives, dès lors qu’on les évalue à partir des processus de la planète. J’insiste donc sur ce point : ce que les gouvernements et les entreprises considèrent être high-tech est en réalité primitif, ce qu’ils appellent low-tech est en réalité sophistiqué – une sophistication liée aux processus écologiques.

Nous devons donc tourner le dos aux solutions que vous jugez primitives ?

Les solutions comme la géo-ingénierie s’accompagnent d’une arrogance indissociable de l’ignorance. Je débats fréquemment avec des gens qui promeuvent la géo-ingénierie et les solutions équivalentes. Je leur pose systématiquement la question suivante : “Vous souhaitez bloquer les rayons du soleil dans l’atmosphère, en ayant recours à de gigantesques aérosols, à des volcans artificiels, etc. Mais si le soleil ne brille plus, comment pouvons-nous garantir notre sécurité alimentaire ?”. Ils me répondent à chaque fois la même chose : “Nous ne nous intéressons pas à cela, nous cherchons simplement à faire baisser la température”. Mais l’époque où nous pouvions nous permettre d’avoir une conception mécaniste de la manière dont le monde fonctionne (et donc une approche mécaniste des solutions) est désormais révolue. Nous devons adopter une autre approche, écologique, des solutions à la crise.

Les multinationales jouent un rôle clef dans cet aveuglement…

C’est l’autre raison pour laquelle je suis très inquiète quand on me parle de ces solutions dites high-tech. Les multinationales, responsables de la crise et des problèmes auxquels nous faisons face, sont celles-là mêmes qui nous offrent ces solutions, dont l’unique but est le profit. Je travaille depuis longtemps sur les questions agricoles. Monsanto a racheté les plus grandes entreprises qui travaillent sur ces questions, pour contrôler l’ensemble des données liées à la planète et au sol. Ils entendent contrôler les sols, les semences et l’atmosphère… et ainsi nous imposer leur modèle agricole.

Quelles sont les alternatives ?

40 % des émissions de gaz à effet de serre proviennent de l’agriculture industrielle. C’est donc notre défi majeur. Nous devons entreprendre une véritable transition vers une agriculture écologique. De fait, cette transition nous permettrait également de produire plus de nourriture, et une nourriture plus riche ; les revenus des paysans augmenteraient, permettant ainsi de lutter contre la pauvreté ; les sols pourraient se régénérer, permettant de faire reculer la désertification ; tout cela en mettant un terme à l’accumulation de gaz à effet de serre dans l’atmosphère.

Après deux décennies de négociations, les Etats sont incapables de parvenir à un accord réellement ambitieux de lutte contre le dérèglement climatique. Ne serait-il pas nécessaire de changer de cibles ?

Toutes les solutions qui sont sur la table nécessitent l’action des Etats, des institutions – et des multinationales. Les Etats sont désormais soumis au pouvoir des multinationales : celles-ci, via TAFTA et la promotion des “fausses” solutions, cherchent à étendre toujours plus leur pouvoir et leur contrôle. Elles voudraient ainsi transformer les accords sur le climat en accords commerciaux. La conférence de Paris doit être celle d’un changement de perspectives et de vision du monde, afin de définir ce que peuvent être les solutions réelles, fonctionnant au Nord comme au Sud. Il y a là deux paradigmes qui s’affrontent : le paradigme du contrôle contre celui de la démocratie. Les multinationales se préparent pour la COP de Paris, pour tenter d’augmenter leur pouvoir de contrôle. Nous devons donc nous préparer, en regard, à faire de cette COP une étape majeure dans la construction d’une démocratie planétaire.

Propos recueillis par Nicolas Hæringer

Jean-Claude Saget

Total, Sofiprotéol, BNP
requins 2015

En 2015, nous allons amplifier nos actions contre les banques et les multinationales prédatrices. Après le succès des Fralib contre le requin Unilever au printemps dernier, l'année 2014 s'est achevée sur une deuxième victoire : à la veille d'une journée nationale d'action *Alpha Coal*, menée conjointement avec les Amis de la Terre et Bizi !, le requin Société générale a annoncé son retrait de ce méga-projet charbonnier en Australie. Mais notre troisième requin, BNP Paribas, n'a pas encore fermé ses filiales aux îles Caïmans, et nous allons devoir accentuer la pression pour forcer BNP Paribas à réagir afin de faire cesser nos actions. Pour remplacer Unilever et Société générale, nous avons placé deux nouveaux requins dans notre collimateur en 2015 : Total et Sofiprotéol.

Total : "j'irai fracturer ailleurs"

On ne présente plus cette multinationale, géant pétrolier et gazier : Total est champion national toutes catégories de la pollution et de l'évasion fiscale. Total a versé 5,4 milliards d'euros de dividendes en 2013, ne paie aucun impôt sur les sociétés en France et pourrait même recevoir 80 millions d'euros au titre du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) et du crédit d'impôt recherche (CIR) ! En plus de ses activités pétrolières, Total s'intéresse aux gaz et pétroles de schiste. Début 2014, Total a acquis une part de 40 % dans deux permis d'exploration et de production de gaz de schiste dans le bassin du *Gainsborough Trough* au Royaume-Uni, dont les licences couvrent une superficie de 240 km2. Total aurait déboursé 1,2 million d'euros pour cette acquisition. Nous exigerons de Total son retrait de ce projet.

Sofiprotéol : "l'agriculture n'est plus notre métier"

Sofiprotéol est un géant français méconnu de l'agro-industrie : 7,3 milliards d'euros de chiffre d'affaires, 8 300 salariés et 77 sites de production en France. Sofiprotéol détient des marques comme Lesieur, Puget et Matines, et produit aussi bien des volailles et des porcs que des cosmétiques. Par l'une de ses filiales, SAS Sanders, Sofiprotéol est engagé avec d'autres partenaires dans un projet de maternité porcine de 890 truies à Poiroux, commune de Vendée. A terme, cette maternité-usine prévoit la naissance de 25 000 porcelets par an !
Nous allons mettre la pression sur Sofiprotéol pour stopper la construction de cette maternité porcine en relayant la mobilisation des associations locales contre un projet symbole d'un modèle agro-industriel désastreux et dépassé qui a déjà conduit la Bretagne à sa perte.

BNP Paribas : "la banque d'un monde qui triche"

Déjà requin 2014, BNP Paribas est un symbole du capitalisme à la française. En 2015, nous continuerons d'exiger la fermeture de toutes ses filiales aux îles Caïmans, véritable trou noir de l'économie mondiale où la banque déclare réaliser 26 millions d'euros de chiffre d'affaires, sans même avoir un seul salarié sur place ! Pour augmenter encore la pression sur BNP Paribas, nous préparons une exigence surprise qui concerna un projet climaticide dans lequel la banque est impliquée.

Nous vous donnons rendez-vous mi-janvier sur le site ***lesrequins.org*** pour contribuer au financement participatif de l'édition 2015. Le nouveau "kit anti-requins" détaillera les exigences adressées aux trois "Requins" et sera disponible début février. Le samedi 7 mars, nous comptons sur la participation de tous les comités locaux pour réaliser une grande journée nationale d'actions, partout en France, qui marque l'opinion publique et amplifie la dynamique de succès de cette campagne. Sortir du fatalisme, montrer qu'on peut faire plier les puissants, l'enjeu est majeur pour redonner de l'espoir et du pouvoir d'agir aux citoyen.ne.s.

Wilfried Maurin

marche mondiale des femmes

2015 est une année d'action internationale de la Marche mondiale des femmes (MMF). En Europe, entre le 8 mars (départ du Kurdistan) et le 17 octobre (arrivée au Portugal), une caravane féministe ira à la rencontre de groupes de femmes, afin de renforcer les liens entre nos organisations, de rendre visible les résistances et alternatives portées par les femmes, et de proposer une vision du monde où la domination et l'exploitation laissent la place à la justice, la paix et la liberté. Nous nous devons de montrerqu'il est possible de faire autrement et mieux ! *ww.marchemondiale.org*
Marion Lafon

traversée à haut risque à bord du TAFTA

Les multinationales prédatrices et leur projet TAFTA menacent la démocratie. Pour la défendre, et la raviver, rien de mieux que de la pratiquer tous ensemble ! Depuis quelques mois, au côté des collectifs locaux "Stop TAFTA", des militant.e.s et sympathisant.e.s d'Attac provoquent de riches débats citoyens avec leur pièce de théâtre *Traversée à haut risque à bord du TAFTA*. A la cantine ou à l'hôpital, avec humour et sérieux, ils exposent les enjeux de ce traité mortifère dans un format à la portée de tous.
Jean-Marie, Christian, Florence

l'éduc' pop' pour lutter contre TAFTA

Attac organise des formations à destination des militant.e.s engagé.e.s dans la lutte contre Tafta. L'objectif est de renforcer leur capacité à dialoguer avec les citoyen.ne.s qui connaissent peu ou pas TAFTA en utilisant des outils et techniques issus de l'éducation populaire. Pour en savoir plus, et organiser une formation près de chez vous, contactez Célia et Richard : *formation@attac.org*

Qui sauve qui ?

Le nouveau documentaire des réalisateurs de *Water Makes Money* fêtera sa sortie en des centaines de lieux, simultanément, dans toute l'Europe !

Le nouveau documentaire de Leslie Franke & Herdolor Lorenz expose comment le monde de la finance a réussi à faire de la crise financière elle-même un modèle d'entreprise et d'affaires rentable, au détriment de la démocratie et de la sécurité sociale. *Qui sauve qui ?* fêtera sa sortie, le mercredi 11 février 2015, dans plusieurs centaines de cinémas et autres lieux partout en Europe. En France, c'est la coopérative DHR – Direction Humaine des Ressources – qui assurera la distribution du film et relaiera sa diffusion. *Qui sauve qui ?* est un projet participatif. Tous ceux qui veulent voir le film, s'en servir pour comprendre et pour faire comprendre, peuvent non seulement le soutenir par un don, et sont invités à organiser leur propre projection le soir de la sortie, le 11 février 2015.

Pour plus d'informations, sur le film et sur la manière d'organiser votre propre projection le 11 février 2015, visitez le site Web dédié au film : *http://whos-saving-whom.org*

Tour tandem d'Alternatiba

Le Tour en Tandem d'Alternatiba est un tour en vélo tandem de 4 places qui parcourra 5 000 km pour le climat, pendant l'été 2015. Il partira de Bayonne le 5 juin, journée mondiale de l'environnement, et arrivera à Paris le 26 septembre. Ce tour sera une grande mobilisation populaire pour contribuer à relever l'immense défi que constitue le dérèglement climatique. Il fera étape dans 180 villes et sera l'occasion d'organiser de nombreux événements pour sensibiliser et mobiliser le grand public sur les enjeux climatiques et sur les alternatives existantes.
Le tour s'inscrit dans le cadre des mobilisations en vue de la conférence des Nations unies sur le Climat (la COP21), prévue à Paris du 30 novembre au 12 décembre 2015. Il vise à mobiliser des dizaines de milliers de citoyen.ne.s. Tout au long de l'été, la "quadruplette" d'Alternatiba entraînera dans son sillage de nombreux acteurs du mouvement social et écologique, dont Attac, mais aussi des clubs de sport, des groupes d'étudiants, des collectifs de pompiers, des groupes de musique, de danse. Des milliers de cyclistes, portant le dossard *Alternatiba*, suivront ce vélo insolite dans son périple. Chaque arrivée d'étape sera l'occasion d'une grande fête populaire célébrant l'autre monde que nous pouvons construire dès maintenant avec les alternatives existantes.

Pour en savoir plus
https://alternatiba.eu/tour-alternatiba-cest-quoi/

La compétitivité est une idée morte

Des observateurs, curieusement nombreux, ont interprété l'annonce par François Hollande du "pacte de responsabilité" et de la priorité absolue donnée à la compétitivité comme un "tournant" libéral. Pourtant, à l'automne 2012, quelques mois après son élection, la ratification sans discussion du Traité budgétaire européen, accompagnée de la création du "Crédit d'impôt compétitivité emploi" financé par la hausse de la TVA et la baisse des dépenses publiques, avait déjà clairement marqué le ralliement de François Hollande aux principales propositions avancées par son concurrent Nicolas Sarkozy.

Ces diverses décisions se situent dans la droite ligne des politiques économiques suivies depuis plus de 20 ans. C'est que le paradigme qui guide les politiques économiques n'a pas changé : celui de la mondialisation néolibérale, qui repose sur la liberté de circulation des capitaux et des marchandises et la concurrence généralisée. Il s'est même radicalisé en Europe à la suite de la crise financière de 2008 : après quelques mois pendant lesquels on a pu croire que la violence du choc avait déstabilisé leur credo, les dirigeants européens ont engagé une offensive d'une violence nouvelle contre l'Etat-social et le "modèle social européen", que Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne, avait même décrété "mort"[1].

En France, la focalisation sur la compétitivité amène le gouvernement à prendre, au nom des avantages comparatifs du pays en particulier dans les secteurs bancaire et nucléaire, des décisions économiquement et écologiquement absurdes. Pourquoi la France a-t-elle, à rebours des promesses du discours de février 2012 du candidat Hollande au Bourget, abandonné au printemps 2013 la réforme bancaire (séparation des activités de crédit et de spéculation), puis sabordé au printemps 2014 la taxe européenne sur les transactions financières proposée par la Commission européenne ? Quitte à s'opposer frontalement à la Commission et au gouvernement allemand, Bercy a mis son veto sur la taxation des produits dérivés, qui représentent pourtant l'immense majorité (près de 90 %) des transactions et sont les plus déstabilisantes. Il s'agissait tout simplement de préserver à tout prix les considérables parts de marché de BNP Paribas et de Société générale dans la spéculation mondiale sur les produits dérivés[2], qui atteint aujourd'hui des sommets historiques. Faudra-t-il attendre le prochain grand krach, qui risque d'être dévastateur, pour que le pouvoir exorbitant et l'instabilité explosive de l'industrie financière soient enfin remis en cause ?

Jiho – Iconovox

Quant au nucléaire, Arnaud Montebourg, alors ministre de l'Economie, ne manquait pas une occasion de le proclamer "filière d'avenir" et de promouvoir les exportations de cette industrie, au mépris des leçons pourtant terrifiantes de Tchernobyl et de Fukushima. Les *lobbies* industriels désignent les gaz de schiste comme la clé de la compétitivité énergétique et le gouvernement annonce la création d'une "compagnie nationale des mines" pour relancer l'activité extractive sur le territoire français, au lieu de promouvoir la sobriété énergétique et matérielle des procédés de production.

Partout en Europe, les politiques d'austérité et de compétitivité conduisent à démanteler les institutions qui faisaient obstacle à la croissance des inégalités, causant chômage, précarité (mini-jobs en Allemagne, "reçus verts" au Portugal, auto-entrepreneurs en France et en Italie), baisse des salaires, facilitation des licenciements, décentralisation des négociations collectives... Ces politiques, menées par des gouvernements de droite comme de gauche et patronnées par l'Union européenne, sapent la confiance populaire dans la démocratie et dans le projet européen.

Dans le même temps, les politiques de compétitivité témoignent de l'aveuglement ou, pire, de l'indifférence des élites vis-à-vis de la crise écologique, en faisant du retour de la croissance le seul horizon possible. Et ce quand bien même il s'agirait d'une "croissance verte", dont Tim Jackson[3] a clairement montré le caractère illusoire : "*Imaginez, pour un instant, un monde peuplé de neuf milliards d'habitants, aspirant tous à un niveau de salaire occidental, croissant à 2 % par an. Dans un tel monde, le seul moyen d'avoir une quelconque chance de transmettre à nos enfants une planète habitable est de réduire de 130 fois l'intensité en carbone de l'activité économique durant les quarante prochaines années. Croire à la réalisation d'un tel scénario, c'est croire par-dessus tout au pouvoir quasi magique de la technologie.*"[4]

A l'horizon des décennies à venir, le "découplage absolu", c'est-à-dire une croissance économique qui s'accompagnerait d'une forte diminution des émissions de CO2, est une impossibilité matérielle dans l'état actuel et dans tous les états futurs plausibles des technologies de production. Autrement dit, il faut en finir avec la compétitivité parce qu'il faut renoncer à la croissance, en tout cas au Nord, si l'on veut réellement freiner l'emballement du climat. Mais cela ne signifie en aucun cas de s'accommoder de la stagnation générale consécutive à l'éclatement de bulles financières ni de l'enlisement dans l'austérité et/ou la déflation : la transition écologique supposera bien au contraire des investissements massifs dans certaines activités et un désinvestissement tout aussi massif dans d'autres activités (à commencer par les énergies fossiles).

Pour engager cette transition nécessaire vers une économie durable, les trois conditions énoncées par Tim Jackson sont incontournables : maîtriser les marchés financiers, réduire la durée du travail et sortir de la "cage de fer du consumérisme". Il s'agit de nous désintoxiquer de notre addiction à la consommation ostentatoire, à la croissance infinie et à la compétition exacerbée. Pour ce faire, il faudra réduire fortement les inégalités par une redistribution fiscale (taxe sur les transactions financières, impôt progressif sur le capital…), mais aussi par une diminution des écarts de revenus primaires et un développement de la démocratie économique.

Au plan international, un tel scénario suppose nécessairement un fort degré de relocalisation des économies. Cela peut passer par le rétablissement d'importants droits de douane aux frontières, mais le risque de dérive nationaliste de telles politiques protectionnistes nationales est élevé. Mieux vaudrait une taxe kilométrique s'appliquant indépendamment du passage des frontières, mais renchérissant fortement les transports à longue distance, émetteurs de CO2 et facteurs d'instabilité économique et sociale. Ainsi réduit fortement, le commerce mondial serait également régulé par une union mondiale de compensation du type de celle proposée par Keynes en 1944, de façon à empêcher la formation d'excédents et de déficits commerciaux structurels. Dans ce cadre, un pays ou un bloc régional insuffisamment "compétitif" (c'est-à-dire doté d'un déficit commercial structurel) verrait sa monnaie dévaluée par rapport à l'unité de compte internationale, au contraire des pays ou zones excédentaires dont la monnaie serait réévaluée. Les politiques de compétitivité perdraient tout sens dans le cadre d'une économie mondiale pacifiée et désintoxiquée de la croissance.

L'humanité n'a jamais été aussi riche, mais la richesse a rarement été aussi mal répartie, le système économique et financier semble plus instable que jamais, et le danger d'un effondrement écosystémique se précise. Comme le disent Pickett et Wilkinson, "la croissance est un substitut à l'égalité, mais inversement une plus grande égalité rend la croissance moins nécessaire"[5] ; quand la croissance n'est plus possible ni souhaitable, l'égalité, la coopération et la démocratie deviennent des impératifs vitaux. La compétitivité est une idée morte.

Thomas Coutrot

1 *Wall Street Journal*, 23-24 février 2012
2 Adrien de Tricornot, Mathias Trépot, Franck Dedieu, *Mon amie c'est la finance ! Comment François Hollande a plié devant les banquiers*, Bayard, 2014
3 Tim Jackson, *Prospérité sans croissance. La transition vers une économie durable*, De Boeck, 2010 ; voir aussi Jean Gadrey, *Adieu à la croissance*, Les Petits Matins, 2010
4 Tim Jackson, Discours de la fête de l'Université de Louvain, 2011. Discours de Tim Jackson.
Disponible sur le Web : *http://www.uclouvain.be/352059.html*
5 Kate Pickett, Richard Wilkinson, *Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous*, Les Petits Matins, 2013. C'est aussi la thèse de Dominique Méda, *La mystique de la croissance*, Flammarion, 2013

quelques références

Thomas Coutrot
La compétitivité est une idée morte (article intégral)
www.laviedesidees.fr/La-competitivite-est-une-idee.html

Jean-Pierre Dupuy
Pour un catastrophisme éclairé, Seuil, 2002

Geneviève Azam
Le temps du monde fini. Vers l'après-capitalisme
Les liens qui libèrent, 2011

Christophe Bonneuil, Jean-Baptiste Fressoz
L'évènement anthropocène : la Terre, l'histoire et nous
Le Seuil, 2013

Thomas Piketty, *Le capital au XXIe siècle*, Fayard, 2013

André Orléan, *Le pouvoir de la finance,* Odile Jacob, 1999

Kate Pickett, Richard Wilkinson
Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous
Les Petits Matins, 2013

Geneviève Azam, Christophe Bonneuil, et Maxime Combes
La nature n'a pas de prix, les méprises de l'économie verte
Les Liens qui libèrent, 2012

Harald Welzer, *Les Guerres du climat*
Pourquoi on tue au XXIe siècle, NRF, 2010

Razmig Keucheyan, *La nature est un champ de bataille*
La Découverte, 2014

Hervé Kempf
Comment les riches détruisent la planète, Seuil, 2007

Attac, Fondation Copernic
Que faire de l'Europe ? Désobéir pour reconstruire
Les Liens qui Libèrent, 2014

Adrien de Tricornot, Mathias Trépot, Franck Dedieu
Mon amie c'est la finance ! Comment François Hollande a plié devant les banquiers, Bayard, 2014

Tim Jackson, *Prospérité sans croissance.*
La transition vers une économie durable
De Boeck, 2010

Jean Gadrey
Adieu à la croissance, Les Petits Matins, 2010

Pierre Dardot et Christian Laval
Commun, essai sur la révolution au XXIe siècle
La Découverte, 2014

Dominique Méda
La mystique de la croissance, Flammarion, 2013

Master of the Universe

Rainer Voss est un ancien banquier : il a connu une fulgurante ascension dans les années 1980. Il a pu, alors, se sentir "maître de l'univers". La finance, c'était comme "un immense bac à sable où on s'amusait avec des jouets", grâce à la libéralisation, à la dérégulation et aux "innovations financières". Aujourd'hui, Rainer Voss raconte. Il est seul dans d'immenses bureaux, vides, désertés. A l'extérieur, on voit les tours, toujours plus hautes, de puissantes banques d'affaires. Dans cette architecture glaciale, il détaille minutieusement les mécanismes d'un secteur déshumanisé dont les acteurs sont coupés du monde réel. Autant qu'une mise en cause du système, où la priorité est de vendre des produits "pourris"pour faire des profits, c'est une analyse de la façon dont les *traders*, "chefs mécanos sur une chaîne de production Daimler", n'ont plus d'intérêts communs avec les autres. "Pour investir 200 millions d'euros dans la culture, on discute pendant plusieurs années mais, pour sauver une banque, on crache 200 milliards en un week-end." Et, à la fin, c'est le contribuable qui paie. "Comment expliquer cela à nos enfants ?", se demande Rainer Voss. A l'issue de ce huis clos documentaire stupéfiant, le débat portera bien évidemment sur la finance, mais il ne devrait pas faire l'impasse sur la perversion d'un "travail" qui détruit, efficacement et progressivement, la société elle-même.

Film de Marc Bauder (2013)
http://www.heliotropefilms.com/fr

Sacrée croissance

La traduction retenue par Arte Allemagne, Wachstum, was nun ? (littéralement "croissance... et maintenant ?"), semble plus adaptée que le titre français. Dans le film, quelques "experts", dont Jean Gadrey, démontent rapidement le mythe de la croissance et démontrent qu'un mouvement capable d'initier la transition écologique et économique est déjà en marche. Marie-Monique Robin le confirme, comme à son habitude, en parcourant le monde à la recherche des acteurs d'initiatives concrètes porteuses d'alternatives, du micro projet local aux ambitions de villes et de régions entières. Il est question, entre autres, d'agriculture urbaine à Toronto, d'autonomie alimentaire en Argentine, de monnaies locales en Bavière, d'autosuffisance énergétique au Népal... sans oublier le Royaume du Bouthan, minuscule pays du bonheur national brut. De quoi convaincre que le changement est possible et que nous pouvons, dans le monde entier, en être les acteurs. Le film s'accompagne de nombreux outils complémentaires, bonus, exposition itinérante, livre.

Documentaire de Marie-Monique Robin (2014, 93 min)
http://www.m2rfilms.com/

Disponible en VOD et en DVD
sur le site d'Arte France
Pour organiser des projections
Marie-Monique Robin
m2rbox@gmail.com

Une nouvelle conférence désarticulée de Fred Dubonnet *Mais où est passé Robin des Bois ?*

On nous parle toujours du moral des ménages, mais le moral des méninges, il en est où ? Les pauvres s'appauvrissent et la crise n'en finit plus de faire des ravages. Mais un Robin des Bois déluré va venir décortiquer les discours économiques et politiques. Il va arbitrer, caricaturer les débats actuels dans un gigantesque dialogue où les points de vues vont se confronter. Délocalisations, chômage, impôt, TAFTA, les sujets de notre époque vont être traités. Comment vont-ils se sortir de cette crise ?
www.freddubonnet.net

Le cinéma documentaire

Le cinéma documentaire peut-il "nous aider à prendre conscience de l'urgence à changer le système économique ?" C'est la question posée dans ce numéro qui, outre les collaborateurs habituels de la revue, donne la parole à un économiste (Bruno Tinel), à des réalisateurs (Gérard Mordillat, Marie-Dominique Dhelsing, Jérôme Palteau, Michèle Blumental, Gilles Perret), à un syndicaliste et comédien (Xavier Mathieu), à des programmateurs (Sylvie Agard, Marianne Palasse), et propose un vade-mecum pour les programmateurs débutants, ainsi qu'une belle filmographie sélective.
La Revue Documentaires, No.25, mai 2014
Crises en thème. Filmer l'économie
20 € (en vente en librairie ou en ligne)
http://www.cine-memento.fr/la-revue-documentaires-e-849.html

Le désastre des Trente Glorieuses

Utile pour déconstruire la mythologie productiviste du récit dominant sur la période des "Trente Glorieuses", rebaptisées par les auteurs les "Trente Pollueuses". Il met en lumière les conséquences sociales et environnementales de la rhétorique du "progrès social" et de la "modernité" et les voix critiques de cette époque. Une remarque cependant, l'absence d'analyse sur les luttes sociales et ses acquis que le capitalisme contemporain vise à déconstruire aujourd'hui.
Une autre histoire des Trente Glorieuses
Céline Pessis, Sezin Topçu, Christophe Bonneuil. Ed. La découverte, 2013
Catherine Lebrun

Je crise climatique, la planète, ma chaudière et moi

Ce livre part du constat que les explications qui nous sont données du dérèglement climatique reposent sur du savoir scientifique, c'est-à-dire essentiellement des chiffres (ceux du GIEC). D'où une représentation très abstraite du dérèglement climatique. Or, le changement climatique n'a pas lieu en dehors de nous : se chauffer, se déplacer, se nourrir, consommer Internet… Nous sommes tous concernés, à commencer par l'auteure du livre. C'est pourquoi elle a choisi d'écrire à la première personne. "Le dérèglement climatique atteint une telle ampleur qu'il nous oblige à sortir de notre zone de confort. Le mien, en tant que journaliste, serait de cultiver la neutralité. Parler de soi, c'est simplement se mettre à la hauteur des autres". Jade Lindgaard, journaliste à Mediapart, mène donc l'enquête sur sa propre chaudière. Et constate à quel point cet engin d'une grande banalité est devenu "invisible" et combien nous avons été déresponsabilisés par le consumérisme. Autre chapitre, celui consacré à la voiture où se loge une charge symbolique (estime de soi, signe de réussite sociale, voire sexualité) sans aucun rapport avec l'usage qui en est fait. Quant aux énormes data centers, ils sont extrêmement consommateurs d'énergie. Ce dont nous-mêmes, consommateurs de cet objet contemporain qu'est Internet, n'avons pas vraiment conscience. Il y a donc nécessité de repolitiser notre espace privé. "Il ne s'agit pas de faire peser une tyrannie absolue sur la liberté des gens, mais de comprendre que notre espace privé, d'intimité, a été colonisé par une forme de libéralisme existentiel". Et par conséquent d'engager des changements individuels dans notre vie quotidienne, en lien avec un objectif global de transformation sociale.
Isabelle Bourboulon

Jade Lindgaard
Je crise climatique, la planète, ma chaudière et moi
La Découverte, 2014, 250 pages

Au-delà du développement

Faut-il définir des "modes de développement alternatif" ou bien dresser les contours de ce que seraient des "alternatives au développement" ? Pour les auteur-e-s du livre intitulé Mas alla del desarrollo en espagnol, il ne fait guère de doute : il est nécessaire de questionner les bases idéologiques mêmes du "développement". C'est en partant des contradictions internes aux gouvernements progressistes en place en Amérique du Sud que les auteur.e.s nous invitent à nous emparer de ces débats pour discuter une série d'alternatives, qui sont autant de concepts, de pratiques – parfois ancestrales – et de politiques qui tournent autour des notions de buen-vivir, de "Terre-Mère" ou de "droits de la nature". Ce faisant, ils nous rappellent que les politiques développementistes "de gauche" ne se distinguent parfois qu'à la marge de celles inspirées par le néolibéralisme.
Maxime Combes

Dunia Kokrani et Myriam Lang (dir.)
Au-delà du développement, Critiques et alternatives latino-américaines
Amsterdam, Paris, 2014

Les usurpateurs

"Nous sommes cernés". Ainsi débute le dernier livre de Susan George. Toujours aussi claire et convaincante, Susan George montre à l'aide de nombreux exemples comment les entreprises transnationales (ETN) et la classe de Davos prennent le pouvoir. Leur arme principale sont les lobbies qui tissent des relations de collusion avec les autorités publiques, cherchent à bloquer toute réforme contraire à leurs intérêts. Susan George consacre – à juste titre – des développements importants aux traités internationaux de libre échange, particulièrement le traité transatlantique (TAFTA), qui sont le fer de lance de l'offensive générale des ETN pour "prendre la relève des gouvernements", avec leur assentiment, et définir elles-mêmes les règles de la mondialisation. Susan George termine son livre en exhortant les citoyens à se mobiliser contre les ETN, "première puissance collective mondiale", avec une note d'espoir : la montée en puissance du mouvement social face au TAFTA.
Dominique Plihon

Susan George
Les Usurpateurs. Comment les entreprises transnationales prennent le pouvoir
Le Seuil, 2014

A paraître
le 4 février 2015

Le véritable coût des banques pour notre société

Quel est l'impact des banques sur notre société ? Ce livre-enquête, co-écrit par des journalistes et des économistes, évalue pour la première fois le coût exorbitant, mais passé sous silence, de leurs activités. Il vous fera découvrir la face obscure des grandes banques françaises. De l'évasion fiscale à la spéculation sur les matières premières, de la "finance de l'ombre" aux produits dérivés opaques, des projets polluants aux emprunts "toxiques", ce livre dresse un panorama complet des effets néfastes de la finance toute puissante.

En 2008, la folie spéculative des banques a provoqué une crise qui ne cesse, depuis, de s'aggraver. Les banques n'ont dû leur salut qu'aux centaines de milliards d'euros injectés par les Etats et les banques centrales. Que s'est-il passé depuis ? Que sont devenues les grandes promesses de régulation du secteur bancaire ? Pourquoi les responsables politiques ont-ils accepté, sans exception, de maintenir un système qui privatise les profits et socialise les pertes ? Quelles réformes sont nécessaires ? Ce livre retrace l'histoire de conflits d'intérêts, de collusions et d'aveuglements incroyables. Entrons dans le monde des banques françaises. Là où la finance a un visage. Celui d'une oligarchie bancaire grassement rémunérée, complice d'un hold-up planétaire.